

PBF PROJECT DOCUMENT TEMPLATE



United Nations
Peacebuilding

PROJECT DOCUMENT

Length : Max. 12 pages (plus cover page + annexes)

Country: NIGER			
Project Title: Appui à la Gestion préventive des conflits liés à l'accès aux ressources naturelles en zones pastorales et agropastorales dans 7 communes du Niger			
Project Number from MPTF-O Gateway:			
PBF project modality:		If funding is disbursed into a national or regional trust fund:	
<input type="checkbox"/> IRF	<input checked="" type="checkbox"/>	Country Trust Fund	
<input checked="" type="checkbox"/> PRF	<input type="checkbox"/>	Regional Trust Fund	
Name of Recipient Fund:			
Expected project commencement date¹: 1er Février 2016			
Project duration in months:² 30 Juillet 2018			
Total PBF project budget* (by recipient organization starting with Lead): 1 500 000			
UNFAO : \$ 900 000			
UNHCR : \$ 600 000			
<i>*The overall approved budget and the release of the second and any subsequent tranche are conditional and subject to PBSO's approval and subject to availability of funds in the PBF account</i>			
Any other existing funding for the project (amount and source):			
PBF 1st tranche:	PBF 2nd tranche*:	PBF 3rd tranche*:	__ tranche
FAO : \$ 900 000	XXXX: \$ XXXXXX	XXXX: \$ XXXXXX	XXXX: \$ XXXXXX
HCR : \$ 600 000	XXXX: \$ XXXXXX	XXXX: \$ XXXXXX	XXXX: \$ XXXXXX
	XXXX: \$ XXXXXX	XXXX: \$ XXXXXX	XXXX: \$ XXXXXX
One sentence of project description: L'objectif principal du projet est de prévenir la survenance des conflits liés à la gestion des ressources naturelles par un renforcement des capacités des producteurs et productrices pour une meilleure offre et protection des ressources naturelles et leur gestion concertée et inclusive à différents niveaux			
Summarize the in-country project consultation and endorsement process prior to submission to PBSO, including through any PBF Steering Committee where it exists: le projet a été conjointement élaboré par la FAO et UNHCR et endossé au niveau national par le ministère de l'élevage et par le comité de pilotage conjoint co-présidé par le Coordonnateur Résident et le Président de la Haute Autorité à la Consolidation de la Paix.			
Project Gender Marker Score: 2			
<ul style="list-style-type: none"> • Score 3 for projects that have gender equality as a principal objective (minimum of 80% of total budget going to gender equality and women's empowerment (GEWE)) • Score 2 for projects that have gender equality as a significant objective (minimum of 30% of the total budget going to GEWE) 			

¹ Note: actual commencement date will be the date of first funds transfer.

² Maximum project duration for IRF projects is 18 months, for PRF projects – 36 months.

• **Score 1** for projects that will contribute in some way to gender equality, but not significantly (less than 15% of the total budget going to GEWE)
Specify % and \$ of total project budget allocated to activities in direct pursuit of gender equality and women's empowerment:

Project risk marker score: 1
0 = low risk to achieving outcomes
1 = medium risk to achieving outcomes
2 = high risk to achieving outcomes

Select PBF Focus Areas which best summarizes the focus of the project (*select ONLY one*): **2.3**
(1.1) SSR, (1.2) RoL; (1.3) DDR; (1.4) Political Dialogue;
(2.1) National reconciliation; (2.2) Democratic Governance; (2.3) Conflict prevention/management;
(3.1) Employment; (3.2) Equitable access to social services
(4.1) Strengthening of essential national state capacity; (4.2) extension of state authority/local administration; (4.3) Governance of peacebuilding resources (including PBF Secretariats)

Type of submission:

New project

Project amendment

If it is a project amendment, select all changes that apply and provide a brief justification:

Extension of duration:

Change of project outcome/ scope:

Change of budget allocation between outcomes or budget categories of more than 15%:

Additional PBF budget:

Brief justification:

La présente demande de révision budgétaire vise à régulariser certaines dépenses imprévues, mais rendues nécessaires pour la conduite à terme des activités du projet. En effet, dans la mise en œuvre du projet, un partenariat intense était prévu avec les services techniques de l'Etat pour les études, le suivi et le contrôle de l'activité sur le terrain. Des ressources conséquentes avaient alors été budgétisées pour les services contractuels avec les partenaires pour servir entre autres à l'établissement de protocoles d'accord. Mais avec l'entrée en vigueur du compte unique du Gouvernement, le processus de contractualisation avec les entités publiques est devenu difficile et requiert des ajustements de la part des partenaires ayant l'habitude de solliciter leurs services. Pour s'assurer un suivi rapproché de l'activité, la FAO a dû recruter un expert Génie Rural dont la prise en charge n'était pas initialement prévue. Des missions de suivi des travaux par l'expert GR de la FAO ainsi que les missions d'inspection des équipements par les services techniques nationaux et régionaux de l'Etat (dont l'aval est nécessaire) ont alors été financés, nécessitant une augmentation des frais de déplacement ainsi que les menues dépenses.

Le gain substantiel effectué sur les équipements photovoltaïques à l'issue de l'appel d'offres international, a permis de pouvoir faire face aux nouvelles dépenses en restant dans la même enveloppe budgétaire globale.

Les modifications ci-dessus sont reflétées dans les tableaux budgétaires aux pages 11 et 12 ci-après.

PROJECT SIGNATURES:

<p>Recipient Organization(s)³</p> <p><i>Name of Representative: Attaher MAIGA</i></p> <p><i>Signature</i></p> <p><i>Name of Agency: FAO</i></p> <p><i>Date & Seal</i></p> <p>16 JAN. 2019</p> 	<p>Representative of National Authorities</p> <p><i>Name of Government Counterpart</i> M. DIAMOITOU GUESSIBO Boukari</p> <p><i>Signature</i></p> <p><i>Title : Secrétaire Général, Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage</i></p> <p><i>Date & Seal</i></p> <p>16 JAN. 2019</p> 
<p>Head of UN Country Team</p> <p><i>Name of Representative :</i> Joseph WABO</p> <p><i>Signature</i></p> <p><i>Title</i></p>  <p>R.P.a.v Représentation des Nations Unies pour le Développement</p> <p><i>Date & Seal</i></p>	<p>Peacebuilding Support Office (PBSO)</p> <p><i>Name of Representative</i></p> <p><i>Signature</i></p> <p><i>Assistant Secretary-General, Peacebuilding Support Office</i></p> <p><i>Date & Seal</i></p> <p>28/01/2019.</p>

³ Please include signature block for each direct recipient organization under this project.

I. Peacebuilding Context and Rationale for PBF support (4 pages max)

Le présent projet s'inscrit dans le Résultat stratégique 2.1 : « *Les communautés ont accès à des mécanismes de prévention et résolution des conflits liés à l'accès aux ressources naturelles qui sont reconnus, inclusifs et transparents et un contrôle accru sur la répartition des dépenses publiques liées aux revenus de l'industrie extractive* » du 2^e domaine du plan des priorités pour la consolidation de la paix au Niger : Prévention et gestion de conflits et gouvernance inclusive. Il a pour ambition la réduction significative des risques de conflits communautaires liés au partage et à l'exploitation des ressources naturelles à travers une forte implication des producteurs, des jeunes et des femmes dans la conception, la mise en œuvre d'initiatives pour la gestion des ressources agricoles, animales, environnementales et hydrauliques

Les entraves aux productions animales et l'absence de sources alternatives de revenus dans les communes sont à la base de plusieurs conflits sociaux ainsi que des mouvements des populations dans la zone d'intervention du projet. Les productions animales constituent en effet non seulement le principal moyen d'existence et de sécurité alimentaire pour la plupart des communautés ciblées, mais également une richesse nationale. L'insuffisance des ressources pastorales se traduit par de véritables contraintes d'affouragement et d'alimentation en eau des animaux, auxquelles s'ajoutent celles de couverture sanitaire. Avec l'amélioration de la disponibilité de ces différentes ressources et leur gestion concertée (objectif du projet), de meilleures conditions de reproduction et de maintien du capital animal seront créées, ce qui se traduira par une réduction sensible des conflits en termes de prévention et d'intensité le cas échéant. A cette action sur l'environnement immédiat sera greffée celle portant sur des appuis pour le développement d'activités génératrices de revenus durables au profit des ménages et groupes vulnérables, en particulier les femmes et les jeunes.

II. Project content, strategic justification and implementation strategy (4 pages max Plus Results Framework Annex)

a.1. Résultats du projet

Le projet est articulé autour de deux résultats complémentaires, car agissant sur des cibles à risque que sont les femmes et les jeunes d'une part, et d'autre part sur leur environnement immédiat caractérisé par une offre réduite en ressources naturelles / pastorales renouvelables exposées aux effets néfastes des changements climatiques, et dont la rareté est forcément porteuse de conflits du fait de leur centralité dans leurs moyens d'existence et la satisfaction des besoins essentiels de base.

Résultat spécifique 1 : Les communautés ont accès à des mécanismes de prévention et résolution des conflits liés à l'accès aux ressources naturelles qui sont reconnus, inclusifs et transparents

Théorie de changement

Les interventions prévues trouvent leur pertinence en articulant autour de deux théories : la théorie de changement, et la théorie de la hiérarchie des besoins (A. MASLOW). En effet, la satisfaction des besoins physiologiques que sont en particulier le manger et le boire d'une part, et d'autre part les besoins de sécurité que sont la disposition d'un espace vital d'intégrité, l'assurance d'une stabilité à moyen terme, sont des préalables nécessaires à l'avènement de la paix et à sa consolidation.

Le projet s'appuie essentiellement sur deux leviers complémentaires que sont l'environnement immédiat des producteurs, c'est-à-dire les bases productives pour élargir l'offre en ressources clés que sont le pâturage et l'eau d'une part, et d'autre part les ménages d'hommes et de femmes vulnérables ainsi que des jeunes pour renforcer leurs modes et moyens d'existence. En agissant sur les espaces pastoraux par leur délimitation, leur préservation, leur optimisation à travers un maillage judicieux en points d'eau, en faisant la promotion d'une gouvernance inclusive⁴, on crée une augmentation et une diversification de l'offre en ressources clés accessibles au plus grand nombre ; il s'ensuit qu'un jalon majeur est posé dans le désamorçage de conflits potentiels dans ces espaces, non seulement entre sédentaires eux-mêmes, mais surtout entre sédentaires et nomades ou transhumants, entre agriculteurs et éleveurs, tous potentiellement « réfugiés climatiques ». Si ce dispositif sur l'environnement immédiat est relayé par des appuis directs aux personnes vulnérables et à risques vivant dans cet environnement, notamment à travers le financement d'activités génératrices de revenus, mais surtout de bénéfices durables (Activités Génératrices de Revenus versus Activités Génératrices de Bénéfices Durables), le deuxième pilier presque « naturel » est trouvé. Tout ceci bien articulé doit raisonnablement contribuer à un espace apaisé où il est possible de penser « avenir et développement ».

Le projet a mis un accent particulier sur la collaboration avec les cadres techniques de l'État, les organes des collectivités territoriales, la chefferie traditionnelle et la société civile dans les zones concernées, en tenant compte des instruments de pilotage du développement local comme les Plans de Développement Communaux. Des mécanismes comme des protocoles d'accord de mise en œuvre avec exigences de résultats documentés sont privilégiés. La Théorie du Changement, en tant que Mesure du Résultat, aura été autant que possible reflétée dans les différents mécanismes de mise en œuvre, pour s'assurer de la transformation des ressources en résultats via des activités correctement menées.

Les principaux résultats attendus de la mise en œuvre du projet sont listés ci-dessous :

Numéro du produit/activité	Nom des produits	Commentaires (par exemple sur les types de produit ou la justification du budget)
Produit 1.1	Le mix « eau-pâturage » est renforcé, minimisant les risques liés à l'existence d'une seule des ressources clés dans une zone donnée	Augmentation de l'offre et de l'accès à l'eau productive et au pâturage par l'amélioration des moyens d'exhaure (dotation et installation de pompes solaires sur les forages de Ekinawane, Intikane, Tessalit (HCR) et de Tarissadet et Intamat (FAO)), la mise en place de puits et retenues d'eau pastoraux, l'aménagement de mares et retenues d'eau de surface (FAO)
Produit 1.2	Les ressources naturelles fourragères (herbacées, pâturage aérien) sont protégées et leur disponibilité accrue	Réalisation de dispositifs de protection comme les bandes pare-feu, la fixation des dunes, récupération et mise en valeur des terres pastorales improductives, contrôle des espèces envahissantes non appréciées par les animaux (FAO)

⁴ On assiste même dans certaines zones à une privatisation rampante inopportune et non planifiée de points d'eau, excluant les moins nantis d'un service de base

Produit 1.3	L'offre en eau pour l'alimentation humaine et animale est augmentée, allégeant ainsi la pénibilité des travaux des femmes	Augmentation de l'offre et de l'accès à l'eau potable, par l'équipement des puits (FAO)/forages, la fourniture de moyens de transport aux femmes et l'extension et réhabilitation des réseaux de distribution d'eau existants, construction des abreuvoirs (HCR)
Produit 1.4	Des aires sont déterminées de façon consensuelle, minimisant les risques de télescopages et d'affrontement en zone de transition	Elaboration de schémas sommaires d'aménagement concerté pour la délimitation et la sécurisation des aires de parcours et des couloirs de passage des animaux (FAO) et inscription au dossier rural.
Produit 1.5	La coordination aux différents niveaux d'intervention de gestion des conflits est rendue plus efficace	Inventaire, création ou redynamisation des structures communautaires et locales (chefferie traditionnelle et communes) de coordination en matière de gestion de conflits; formations des pools des animateurs/mobilisateurs communautaires; production des vecteurs de communications; vulgarisation et sensibilisation des communautés en matière de gestion partagée de l'eau (FAO et HCR).
Produit 1.6	Les mécanismes locaux de gestion des conflits, de même que les capacités des OP à entreprendre des actions dans le domaine de la consolidation sont renforcés	Mise en place concertée ou redynamisation des différentes structures communautaires existantes (groupements des jeunes, des femmes et des hommes, comités de gestion de l'eau, de vigilance, sécurité incendie, champs écoles), fédération des structures communautaires et production des vecteurs de communications (FAO et HCR).

Dans le cadre de l'atteinte du produit 1.1 ci-dessus, il est prévu l'acquisition et l'installation de système photovoltaïque au niveau des stations de pompage pastorales de Tarissadat et Intimat pour un montant d'environ 200 000 USD. A l'issue du processus d'appel d'offres international, un bénéfice de 65 000 USD a été fait par rapport aux prévisions et justifie les ajustements suggérés au niveau de la rubrique « Equipements ».

III. Project management and coordination (4 pages max)

L'Organigramme qui suit présente les relations et l'organisation du travail entre les agences et les partenaires de mise en œuvre. Le dispositif intégrera les instances de pilotage et / ou d'orientation émanant de la partie gouvernementale et des entités décentralisées et déconcentrées. Le projet est décliné en 3 composantes à savoir :

- Composante eau : Le HCR en sera le point focal et sa mise en œuvre conjointe entre le HCR et la FAO. Le HCR sera responsable de l'amélioration de l'exhaure et du stockage de l'eau et la FAO complètera cette activité par la mise en place des abreuvoirs, la création des points d'eau de surface (mares ou retenues d'eau)

- Composante agropastorale : La FAO sera le point focal de toutes les questions relatives aux aménagements, à la récupération des terres et à leur mise en valeur. Le HCR assurera les actions de sensibilisation et de formation dans ses zones d'intervention.

- Composante renforcement des capacités : les deux agences seront responsables des formations spécifiques à leur domaine d'intervention. La FAO mettra un accent sur les champs

écoles paysans ou pastoraux, les clubs d'écoute Dimitra mais aussi sur des thématiques techniques spécifiques visant une meilleure mise en valeur et gestion des terres. Le HCR assurera des formations pratiques de courtes durées (maintenance solaire, et appui en kits de maintenance solaire et plomberie, etc.)

a) Suivi et évaluation :

Le suivi et l'évaluation du projet sont assurés au moyen de quatre (4) grandes activités :

- Une enquête conjointe de base qui sera réalisée dans les 7 communes pour établir les situations de référence des indicateurs pour un meilleur suivi de leurs évolutions au niveau des mêmes bénéficiaires sur la durée du projet ;
- Une évaluation de l'évaluabilité diligentée par PBSO entre le 6^e et 9^e mois après le démarrage du projet ;
- Une évaluation à mi-parcours pour apprécier l'orientation générale du projet conformément au plan de travail convenu, conduite par un expert identifié par les agences dont les recommandations seront prises en compte pour la suite de la mise en œuvre du projet ; et
- Une enquête finale pour en mesurer l'impact sur les bénéficiaires. Les outils de cette évaluation combineront à la fois les guides d'entretien individuel, de focus group et de fiches d'enquête auprès des ménages sur un échantillon représentatif conformément à la méthodologie utilisée lors de l'enquête de base. L'évaluation finale suit une approche à la fois qualitative et quantitative.

Le suivi-évaluation se focalisera sur le plan de travail et le cadre des résultats du projet. Les partenaires d'exécution assureront le suivi et l'évaluation des activités au niveau des sites identifiés. Des missions conjointes régulières de terrain seront aussi organisées pour une évaluation physique des résultats.

IV. Project budget

1. Budget Initial

BUDGET D'UN PROJET DU FONDS (\$ US)			
Catégorie de dépense	Montant de l'entité bénéficiaire FAO	Montant de l'entité bénéficiaire UNHCR	TOTAL
1. Personnel et autres employés	199000	84993	283993
2. Fournitures, produits de base, matériels	50000	50000	100000
3. Équipement, véhicules et mobilier (compte tenu de la dépréciation)	200000	50000	250000
4. Services contractuels	200000	150000	350000
5. Frais de déplacement	20000	20607	40607
6. Transferts et subventions aux homologues	130000	175000	305000

7. Frais généraux de fonctionnement et autres coûts directs	42121	30148	72269
Sous total	841 121	560748	1 401 869
8. Coûts indirects*	58879	39252	98131
TOTAL	900 000	600 000	1 500 000

2. Budget propose pour la révision

PROJET DE BUDGET PBF – RUNO 1 (rajouter un tableau par RUNO supplémentaire)				
Catégories de dépense	Budget d'origine (FAO)	Augmentation / diminution proposée	Nouveau budget proposé (FAO)	Budget HCR (sans changement)
1. Personnel et autres employés	199000	59000	258000	84993
2. Fournitures, produits de base, matériels	50000	0	50000	50000
3. Équipement, véhicules et mobilier (compte tenu de la dépréciation)	200000	-54000	146000	50000
4. Services contractuels	200000	-50000	150000	150000
5. Frais de déplacement	20000	25000	45000	20607
6. Transferts et subventions aux homologues	130000	0	130000	175000
7. Frais généraux de fonctionnement et autres coûts directs	42121	20000	62121	30148
Sous-total	841 121	0	841121	560748
8. Coûts indirects*	58879		58879	39252
TOTAL	900 000	0	900000	600 000

Ainsi les ajustements à opérer sont les suivants :

1. Une réduction de 54000 de la ligne « Equipements, véhicules et mobilier » ;
2. Une réduction de 50000 USD de la ligne « Services contractuels » ;
3. Une augmentation de 59000USD de la ligne « Personnel » ;
4. Une augmentation de 25000 USD de la ligne « frais de déplacement » ;
5. Une augmentation de 20000 USD de la ligne « Frais généraux de fonctionnement et autres coûts directs » ;

Annex B: Project Results Framework (MUST include sex- and age disaggregated data)

Annexe B – Cadre de résultats du projet PRF														
Nom du pays : NIGER														
Dates du projet : Février 2016 – Juillet 2018														
<p>Théorie de changement en bref : Les interventions prévues trouvent leur pertinence en articulant autour de deux théories : la théorie de changement, et la théorie de la hiérarchie des besoins (A. MASLOW). En effet, la satisfaction des besoins physiologiques que sont en particulier le manger et le boire d'une part, et d'autre part des besoins de sécurité que sont la disposition d'un espace vital d'intégrité, l'assurance d'une stabilité à moyen terme, sont des préalables nécessaires à l'avènement de la paix et à sa consolidation. Si les groupes vulnérables, « réfugiés climatiques potentiels », en particulier les producteurs aux moyens d'existence précaire et les jeunes hommes et femmes potentiellement tentés par la radicalisation dans les zones identifiées comme celles à risque de conflit et de tensions, ont un meilleur accès aux bases productives et aux ressources clés, à des espaces d'échanges, de concertation de même qu'à de l'auto-emploi et au renforcement, <u>alors</u> les conditions de paix et d'équilibre seront créées; <u>parce que</u>, ces cibles plus stables seront de véritables agents de changement et des vecteurs de développement local.</p> <p>L'action proposée est étroitement liée à une vision d'auto-développement garantissant l'inclusion, la cohésion sociale, l'égalité hommes-femmes, la sécurité alimentaire et la création d'opportunités socioéconomiques, avec un meilleur accès aux bases productives et aux ressources clés, à des espaces de concertation. Elle tend à renforcer l'autonomisation des hommes et des femmes avec une attention particulière sur les populations vulnérables (jeunes, homme et femmes), en particulier les producteurs aux moyens d'existence précaire et les jeunes hommes et femmes potentiellement tentés par la radicalisation dans les zones identifiées comme celles à risque de conflit et de tensions.</p>														
Résultats	Produits	Indicateurs	Mode de vérification	Année 1	Année 2	Année 3								
<p>Résultat spécifique 1 : <i>Les communautés ont accès à des mécanismes de prévention et résolution des conflits liés à l'accès aux ressources naturelles qui sont reconnus, inclusifs et transparents et un contrôle accru sur la répartition des dépenses publiques liées aux revenus de l'industrie extractive »</i></p>														
<p>Description du résultat 1 : Les communautés des communes ciblées ont accès à des mécanismes de prévention et résolution des conflits liés à l'accès aux ressources naturelles qui sont reconnus, inclusifs et transparents durant la période de mise en œuvre 2016-2018</p>		<p>Indicateur de résultat 1 a</p> <ul style="list-style-type: none"> Taux de réduction de conflit dans les villages à risque <p>Niveau de référence : A déterminer</p> <p>Cible : A déterminer</p>	<p>Rapports DNPGCCA EVIAM Enquêtes</p>	T1	T2	T3	T4	T5	T6	T7	T8	T9	T10	
		<p>Indicateur de résultat 1 b</p> <ul style="list-style-type: none"> Proportion des villages dans lesquels aucun conflit lié à l'accès et à l'utilisation des ressources n'a été enregistré pendant la phase de mise en œuvre du projet <p>Niveau de référence : A déterminer</p> <p>Cible : A déterminer</p>	<p>Rapports DNPGCCA EVIAM Rapports de S&E</p>											
		<p>Indicateur de résultat 1 c</p>	<p>Rapports d'activités</p>											

		<ul style="list-style-type: none"> ▪ Pourcentage de structures communautaires de base disposant d'un mécanisme opérationnel de prévention et de gestion de conflit Niveau de référence : A déterminer Cible : A déterminer	Rapports de S&E																	
Produit 1.1	Le mix « eau-pâturage » est renforcé, minimisant les risques liés à l'existence d'une seule des ressources clés dans une zone donnée	Indicateur de résultat 1.1.1 <ul style="list-style-type: none"> ▪ Superficie (ha) des pâturages restaurés et servis par une offre en eau Niveau de référence : Cible:2 500	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Suivi de la couverture hydraulique / Cartographie ▪ Rapport des services de l'Elevage 		x	x			x	x										
		Indicateur de résultat 1.1.2 <ul style="list-style-type: none"> ▪ Nombre de puits / mares créés pour desservir les aires restaurées ▪ Nombre de station de pompage d'eau pastorale renforcée Niveau de référence : Cible : 10	Rapport des services de l'Elevage et de l'Hydraulique			x			x	x										
Produit 1.2	Les ressources naturelles fourragères (herbacées, pâturage aérien) sont protégées et leur disponibilité accrue	Indicateur de résultat 1.2.1 <ul style="list-style-type: none"> ▪ Densité du réseau de pare-feu (km) Niveau de référence : Cible : 500	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Visites de terrain ▪ Mesure de biomasse ▪ Rapport des services de l'Environnement 			x	x			x	x	x								
		Indicateur de résultat 1.2.2 <ul style="list-style-type: none"> ▪ Quantité de pâturage produite ou protégée (T) Niveau de référence : Cible : 10 000					x	x			x	x	x							
Produit 1.3	L'offre en eau pour l'alimentation humaine est augmentée, allégeant ainsi la pénibilité des travaux des femmes	Indicateur de résultat 1.3.1 <ul style="list-style-type: none"> ▪ Nombre de puits-forages dotés de moyens d'exhaure à énergie électrique Niveau de référence : Cible : 6	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Rapport du Ministère de l'Hydraulique ▪ Rapport du Ministère de la Femme 			x	x	x												
		Indicateur de résultat 1.3.2 <ul style="list-style-type: none"> ▪ Distance moyenne d'accès aux points d'eau 	Rapport du Ministère de l'Hydraulique			x	x	x	x	x	x									

Annex C: Checklist of project implementation readiness

Question	Yes	No	Comment
1. Have all implementing partners been identified?	x		
2. Have TORs for key project staff been finalized and ready to advertise?	x		
3. Have project sites been identified?	x		
4. Have local communities and government offices been consulted/ sensitized on the existence the project?	x		
5. Has any preliminary analysis/ identification of lessons learned/ existing activities been done?	x		Fourni à travers les différents rapports
6. Have beneficiary criteria been identified?	x		
7. Have any agreements been made with the relevant Government counterparts relating to project implementation sites, approaches, Government contribution?	x		
8. Have clear arrangements been made on project implementing approach between project recipient organizations?	x		
9. What other preparatory activities need to be undertaken before actual project implementation can begin and how long will this take?		N/A	